

« Les socialistes et les communistes, c'est le 19^e siècle »

ENTRETIEN DE LA RENTRÉE

Toute la semaine, les politiques de tous partis et de tous niveaux de pouvoir viendront baliser le débat public de cette rentrée 2016. Aujourd'hui, Zakia Khattabi, coprésidente d'Ecolo.

- La coprésidente d'Ecolo propose de revoir toute la protection sociale.
- Au menu : allocation universelle, réduction du temps de travail, modalités d'octroi du chômage.

ENTRETIEN

Zakia Khattabi, la coprésidente d'Ecolo, ne fait pas les choses à l'endroit. Elle ne rentre pas de vacances, elle n'est pas encore partie. Et sa rentrée se fait de la même manière : penser le monde, et plus précisément la protection sociale, autrement. « Les écologistes se situent dans le camp de ceux qui préparent le nouveau monde. Notre système de protection sociale est mis à mal et est en danger entre ceux qui s'amuse à le détricoter et ceux qui sont attachés à un modèle du siècle dernier. Nous sommes résolument tournés vers l'avenir. Il faut changer le modèle. »

C'est-à-dire ?

Le système actuel est basé sur le travail salarié, la famille traditionnelle et une nécessité de croissance économique. Et

les cotisations sont payées de manière individuelle alors que les prestations sociales ne le sont pas. Il faut individualiser les prestations.

C'est-à-dire ?

C'est, par exemple, la suppression des statuts pour le chômage. Il ne faut plus de cohabitants, isolés, de chefs de famille, mais des prestations individuelles. A Bruxelles, les loyers explosent et les jeunes vont parfois habiter chez un oncle, une tante, et ces personnes qui les accueillent peuvent perdre leur allocation alors qu'ils jouent la carte de la solidarité. Le système actuel pousse des gens à mettre en place des stratégies qui relèvent plus de la survie que du délit (travail au noir, domiciliations fictives). Nous plaçons aussi pour l'inconditionnalité des droits sociaux.

C'est l'allocation universelle ?

Oui, le revenu de base. Pour nous, c'est une piste à creuser pour donner à chacun le choix d'investir d'autres sphères que la sphère du travail.

La réduction du temps de travail fait partie du dispositif ?

Oui. Et nous avons toujours été pour, même quand il y avait de la croissance, car nous avons toujours pensé que les gens devaient avoir des possibilités d'épanouissement en dehors de leur travail.

La réduction du temps de travail, l'allocation universelle, ce n'est pas utopiste ?

Peut-être. Et alors ? Ceux qui ont rêvé du droit de vote des femmes, des congés pour les ouvriers ont été considérés comme des utopistes. Il en faut. L'utopie, c'est le monde de demain. De ce point de vue, le politique a démissionné. Il est gestionnaire, pas visionnaire. La seule boussole, c'est le budget.

C'est un projet marqué à gauche ?

J'ai horreur des étiquettes. Aujourd'hui, la gauche est tellement connotée. Nous ne sommes ni des communistes ni des socialistes. Eux, c'est le dix-neuvième siècle. Je leur dis : attention, ce que vous ne mesurez pas, c'est qu'en défendant l'architecture de protection sociale telle qu'elle existe aujourd'hui, en ne construisant pas la protection du 21^e siècle, ce sont les autres qui vont s'en occuper et le risque est grand qu'il n'y ait plus rien du tout.

En même temps, dans les sondages, il arrive que le PTB dépasse Ecolo. Est-ce

que leur modèle « du siècle dernier » n'est pas plus en vogue que le vôtre ?

Je ne sais pas si c'est le modèle ou si c'est une bonne communication. La réalité du PTB, c'est que c'est aussi le seul parti qui ne s'est pas mouillé les mains au pouvoir. Ils sont dans la résistance, nous sommes dans les combats d'avenir.

Avec la configuration du gouvernement et la N-VA, vous pensez que ce projet pourra advenir ?

On reste un parti qui a la responsabilité de mettre sur la table un projet. C'est sûr que les médias ont comme boussole la N-VA. Nous continuons à porter un projet fort de solidarité. Et plus on sera derrière, plus on aura la chance de le faire advenir et basculer le rapport de forces.

Vous plaidez pour un nouveau pôle des gauches ?

Je ne crois pas que la question se pose comme ça. Des conservateurs, il y en a à

gauche comme à droite. Je ne me dérober pas, mais c'est la gauche au pouvoir qui a organisé la chasse aux chômeurs. Le gouvernement d'Elio Di Rupo a ouvert la porte et le gouvernement suivant s'est engouffré dans la brèche. Nous voulons nous unir à ceux qui ont pris conscience que le monde a changé. ■

Propos recueillis par
BERNARD DEMONTY

à Bruxelles « C'est rentrée-e-ke »

La coprésidente d'Ecolo s'inquiète pour Bruxelles. « J'ai plus entendu parler de la rentrée des Diables rouges. On se demande où est le gouvernement bruxellois. »

Qu'est-ce qui se passe ?

Il y a autant de pistes que de ministres et je ne sais pas quelle est la vision d'avenir pour Bruxelles. Je suis inquiète parce que c'est comme si on n'avait rien vécu en un an. Et après les événements qui ont frappé Bruxelles, on s'attendrait à un propos qui aille au-delà des déclarations des ministres, chacun dans leur domaine.

Ce n'est pas une rentrée ?

C'est une rentrée-e-ke ! En Wallonie, on parle d'allocations familiales, de budget, de semaine des quatre jours. J'ai du mal à comprendre ce qui se passe dans ce gouvernement bruxellois. Je n'ai aucune idée de ce que ce gouvernement veut nous laisser comme Bruxelles en 2019. La question des allocations familiales, elle est fondamentale. Pas un mot. Cela fait des mois et des mois que des études sont lancées, et les Bruxellois ne savent toujours pas à quelle sauce ils vont être mangés, alors que les Flamands l'on fait et que les Wallons en

discutent. Après l'année qui vient de s'écouler, le gouvernement doit un message aux Bruxellois sur ce qui fonde notre identité, ce qui fait encore cohésion. Il y a tout un chantier qui est à reconstruire autour de cette cohésion et il n'y a pas un mot. Rudi Vervoort on ne l'entend pas et les dossiers, c'est vraiment business as usual.

Rudi Vervoort est trop absent ?

Je ne vais pas personnaliser. Il y a sans doute une responsabilité. Mon explication est qu'on est aujourd'hui dans une situation telle, et c'est aussi la responsabilité des partis, qu'on ne prend pas le risque de collectiviser le projet de peur que l'un ou l'autre puisse gagner électoralement sur un plan ou sur un autre. A Bruxelles, on attend d'un ministre-président, indépendamment de sa couleur politique, qu'il vienne vendre un projet bruxellois ambitieux, à charge pour chacun de ses ministres de le mettre en œuvre.

Quand même, le PS bruxellois vient avec le droit de vote des étrangers.

Vous trouvez que cela fait cohésion ?

C'est une proposition affirmée.

Je suis très à l'aise avec cela. Les écolo-

gistes ont toujours défendu l'idée d'une participation du plus grand nombre. Et ce ne sont d'ailleurs pas que des déclarations, les textes sont déposés depuis longtemps. Mais pourquoi justifier cela par l'idée de redorer le blason de Bruxelles ? Je trouve cela très particulier. S'ils avaient parlé de cohésion, de renforcer l'identité des Bruxellois... Mais là c'était vraiment un enjeu de marketing. Et ça, je le regrette. En plus, le climat est tel que si on veut tuer dans l'œuf ce genre d'ouverture de droits, c'est le moment de le sortir, c'est évident.

Ce n'était pas le moment ?

Nous défendons la participation du plus grand nombre. Mais si on a vraiment la volonté que cela aboutisse, il y a une réalité politique qui fait que nous n'aurions jamais mis cela à l'ordre du jour du fédéral aujourd'hui. Quand on voit la composition et l'attitude de la majorité fédérale, sortir cela maintenant, c'est vraiment organiser un enterrement de première classe. Si on est vraiment soucieux de cette ouverture de droits, en tant que telle, sans en faire un enjeu électoraliste, on ne sort pas avec cela aujourd'hui. ■

Propos recueillis par
B.Dy

L'ANALYSE

Un nouveau centre

A ma gauche, le PTB qui, occasionnellement, dépasse les verts dans les sondages. Qui refuse le pouvoir. Et peut donc envoyer des slogans efficaces sans trop risquer de retour de boomerang. A ma droite, le rouleau compresseur fédéral, à qui les thèmes de la sécurité profitent à plein, et dont les ténors peuvent occuper le débat public avec des décisions et des propositions multiples et musclées.

Comment exister dans ce boucan ? Ecolo tente aujourd'hui une forme de nouveau centrisme. La gauche traditionnelle et l'extrême gauche ? Ringardisées. Elles défendent la sécurité sociale de manière acharnée sans se rendre compte que le monde a changé. La droite ? Diabolisée. Elle détricoté cette même sécurité sociale avec cynisme et la fera disparaître aussi sûrement que ceux qui s'y accrochent gauchement. Entre ces deux puissants pôles,

surfant sur le film *Demain* et une aspiration montante d'une partie de la population pour des projets d'avenir moins partisans, Ecolo trouve une occasion de se repositionner sur ses fondamentaux. Jadis, c'était la protection de l'environnement. Aujourd'hui, c'est surtout la protection sociale dûment modernisée. Une philosophie intéressante, mais qui ne dépasse pas encore vraiment la philosophie. Car quand il s'agit de propositions concrètes, les écologistes se font moins diserts, avançant la réduction du temps de travail, l'allocation universelle et l'individualisation des droits au chômage. Autant d'idées qui circulent déjà largement dans la sphère citoyenne et dont les écologistes auront du mal à revendiquer la paternité. Mais la stratégie du parti n'est pas folle, elle est plus tranchée que celle incarnée par l'équipe dirigeante sortante. Et elle pourrait contribuer à un positionnement plus clair pour peu qu'elle soit moins éphémère qu'un propos de rentrée.

B.DY